

Passons des discours à l'action!

Ce n'est pas bien difficile de passer pour un président écologiste lorsqu'on a Donald Trump en face de soi. Mais lorsqu'il s'agit de Joe Biden, la comparaison est un peu plus difficile à tenir. C'est ce qu'Emmanuel Macron vient de découvrir.

C'est ce qu'a rappelé, dans une Tribune publiée le 22 avril, *Journée de la terre*, un collectif rassemblant les principaux dirigeants des partis de gauche et écologistes, des responsables associatifs et des intellectuels.

Ce jour-là, Joe Biden organisait un sommet international décisif pour le climat.

« La politique américaine a fait un virage à 180° et montre l'exemple : alors que Donald Trump était dans le déni du réchauffement climatique, Joe Biden propose un plan d'investissement de 2000 milliards de dollars en quatre ans, pour décarboner l'économie américaine et avancer vers la neutralité carbone ! En quelques mois, les États-Unis d'Amérique, puissance historiquement productiviste et dépendante des énergies fossiles, ont réussi à démontrer que la décision politique, lorsqu'elle s'appuie sur l'étude scientifique et objective des faits, peut inverser le cours des choses.

Qu'en est-il en France ? En 2017, Emmanuel Macron, organisateur du One Planet Summit, apparaissait à côté de Donald Trump comme le " champion de la planète ". Il a favorisé l'engagement de l'Europe pour une neutralité carbone en 2050 et une réduction des émissions de 55 % d'ici à 2030. Pour se mettre à l'écoute des scientifiques et des citoyens, il a mis en place un Haut Conseil pour le Climat et la Convention Citoyenne pour le Climat (CCC). Des engagements mais concrètement, les actes ne suivent pas.



Nous devons tous participer à la transition

Où est l'argent ? Où sont les mesures structurantes ? Force est de constater qu'en France et en Europe, nous régressons sur tous les plans, sanitaire, économique, social, démocratique... et écologique. Nous n'investissons pas assez pour bâtir une société de transition plus résiliente et juste. Seule l'angoisse des néolibéraux prédomine : " Qui paiera la dette ? "

Quand Joe Biden répond priorité stratégique, augmentation massive de la fiscalité sur les entreprises et lutte contre le contournement fiscal, le président français, tout en se cachant derrière l'attentisme européen, maintient la ligne de l'allègement des charges des entreprises et la non-taxation des plus hauts revenus.

Pour préserver la Terre, chacun doit faire sa part. Les régions, les départements, les communes, les entreprises, les citoyens, tous peuvent contribuer à la transition écologique. Beaucoup le font déjà de mille et une façons, mais encore faut-il leur en donner la liberté et les moyens. L'État et l'Union européenne doivent mettre de l'argent et des politiques structurantes sur la table.

Emmanuel Macron, Ursula Von Der Leyen, parlementaires, soyez à la hauteur des enjeux ! »



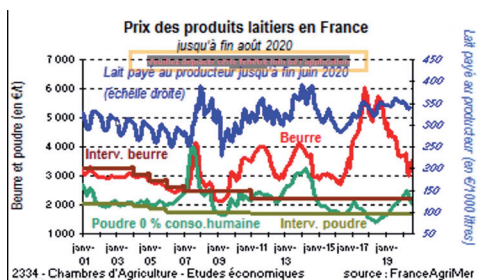
Retrait de la réforme de l'assurance chômage!

Des milliers de personnes ont manifesté, le 23 avril, pour exiger le retrait de la réforme de l'assurance chômage qui va se traduire par des baisses d'indemnisations pour les demandeurs d'emploi.

Déjà, le 8 novembre 2019, nous avons publié un éditorial intitulé « Une tuerie » dans lequel nous demandions au gouvernement d'écouter les organisations syndicales qui, de manière unanime, demandaient déjà l'abandon de ce nouveau mode de calcul. Fort heureusement, l'entrée en vigueur de cette réforme a régulièrement été repoussée. Maintenant, il faut que le gouvernement fasse preuve de réalisme et annonce clairement son retrait. Les salariés privés d'emploi n'ont pas à payer, surtout lorsque les plus riches ne sont nullement mis à contribution.

Pour une PAC plus ambitieuse

Les autorités européennes et françaises sont-elles en train de se tromper et de mettre en danger notre souveraineté alimentaire ? C'est ce qu'on peut craindre après le webinaire organisé par la Commission nationale à l'Agriculture, l'Alimentation et aux Ruralités du PS, le 16 avril.



Les marchés sont trop volatiles

Les débats agricoles sont souvent complexes d'autant qu'ils recouvrent des dimensions régionales, nationales et européennes. Et que les défis se présentent à l'échelle mondiale.

« Et pourtant, il faut que les socialistes fassent entendre leur voix sur ce sujet », a insisté Dominique Potier. D'abord, parce que les enjeux sont tout à la fois alimentaires, sociaux, économiques, sanitaires voire géostratégiques. Et, ensuite, parce que le débat sur la transposition française de la *Politique Agricole Commune (PAC)* interviendra dans un peu moins d'un an, c'est-à-dire en plein milieu de la campagne présidentielle. La PAC, telle

qu'elle est présentée actuellement aux États membres, n'est absolument pas à la hauteur des enjeux, a rappelé le député européen Éric Andrieu. En effet, les premiers travaux pour son actualisation ont été lancés avant le *Green deal*. À l'époque, il fallait simplement faire des économies sur la PAC. « Nous ne sommes donc pas face à une réforme structurelle, mais juste devant une adaptation administrative », a résumé le député européen.

« Les marchés agricoles ont fondamentalement besoin d'être régulés. »

Cette adaptation vise à donner encore plus de pouvoir aux États alors même qu'il faudrait, au contraire, que l'Europe ne parle que d'une seule voix face à ses concurrents brésiliens, chinois, indiens, américains... Et pourtant, comme l'a souligné Aurélie Trouvé, spécialiste de la PAC, « la politique agricole représente 40% du budget de l'UE et 65% du revenu des agriculteurs, avec une moyenne de 30000 euros par exploitation. En France, ce sont près de 9 milliards d'aides. » Mais, si on regarde sur le long terme, la PAC n'a pas permis de répondre au principal défi de l'agriculture depuis une trentaine d'années : la dérégulation des marchés. Car c'est bien de ça qu'il s'agit. Cet alignement des prix des productions européennes sur les cours mondiaux ont eu une double conséquence : d'abord, une très grande fluctuation des prix, à la hausse comme à la baisse, et une

accélération de la concentration et de la spécialisation des exploitations et même des régions.

Pour les Socialistes, l'avenir de l'agriculture familiale est menacé. Deux éléments doivent très rapidement être traités. D'une part, la maîtrise du coût du foncier. Les exploitations moyennes ne pourront pas survivre sans une intervention de la puissance publique. Et, d'autre part, mais les deux aspects sont intimement liés, la mise en place de dispositifs d'aide à l'installation. Ces dispositifs doivent être d'autant plus améliorés que les nouveaux agriculteurs ne sont plus, systématiquement, des enfants qui reprennent l'exploitation familiale. À tel point que les spécialistes de l'agriculture ont dû créer un acronyme pour les désigner : on parle en effet désormais de NIMA (Non Issu du Milieu Agricole) pour qualifier ces nouveaux paysans. De précieuses années ont été perdues, mais il n'est pas trop tard pour préserver notre souveraineté alimentaire. À condition que l'ensemble des citoyens s'impliquent dans ces débats.



Préserver notre souveraineté alimentaire

Bio : plus vite, plus loin



« En tant que collectivités nous disposons de nombreux outils pour avancer vers la transition écologique mais nous avons besoin que l'État prenne sa place ». Plus de 300 élu.e.s, dont Émilie Kuchel pour Brest, viennent de signer un appel de la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB), demandant

d'amplifier la transition agricole.

« Les institutions doivent prendre leur part dans l'effort de transition agricole et alimentaire. C'était l'un des objectifs de la loi Egalim qui portait l'ambition de 15% de surfaces agricoles biologiques en 2022 et 50% de produits durables en restauration scolaire, dont 20% de bio.

Pourtant le compte n'y est pas. La dynamique de conversion biologique n'a pas bougé après Egalim ; comment pouvons-nous introduire des produits biologiques dans les cantines sans conversion

des surfaces agricoles ? Nous voulons une production française de qualité, gage de la souveraineté alimentaire du pays et nous voulons démocratiser les produits bio et français en restauration collective.

Alors qu'on sait que le modèle de l'agriculture biologique répond aux enjeux climatiques et écologiques contemporains, seuls 2% des 10 milliards d'euros annuels de la dernière politique agricole commune ont été orientés pour le soutenir.

En tant que collectivités nous disposons de nombreux outils pour avancer vers la transition écologique mais nous avons besoin que l'État prenne sa place. L'urgence sociale, l'urgence climatique, la dégradation rapide des écosystèmes, nous dit d'aller plus vite plus loin. L'Europe promet déjà 25% de surfaces agricoles bio en Europe en 2030, pourquoi pas nous ? Pourquoi ne visons-nous pas une cantine bio pour tous ? Avec au moins 50% de produits bio en restauration scolaire et une généralisation de la tarification sociale ? Certains d'entre nous y sont déjà, d'autres auront besoin du soutien de l'État pour y parvenir. »

« Bénodet Ensemble »

La démocratie participative était au cœur de quasiment tous les projets lors des élections municipales de l'année dernière. Mais manifestement ce vent de participation et de délibération collective n'a pas soufflé jusqu'à Bénodet.

La commune ne publie pas encore de bulletin municipal, malgré la promesse de campagne du maire, et la retransmission des séances du Conseil municipal n'est même pas envisagée. C'est pour cette raison que l'association *Bénodet Ensemble* diffuse elle-même un quatre pages pour informer la population de l'actualité municipale de la commune.

« C'est en 2014, sous l'impulsion de Yannick Michel, qu'une seconde liste s'est présentée aux Municipales », rappelle Jean-Claude Jacq, membre de l'association. Auparavant, c'était le régime de la liste unique. En 2014, trois conseillers municipaux avaient été élus. En 2020, avec 37% des

voix, cinq conseillers municipaux et un conseiller communautaire ont été élus sous l'étiquette *Mieux vivre ensemble à Bénodet*.

« Nous avons un vrai problème de démocratie à Bénodet », déplore Jean-Claude Jacq. En effet, le maire, Christian Pennanech, n'a aucune considération pour son opposition dont les propositions sont systématiquement écartées, voire ignorées.



Une municipalité bien peu participative

Et pourtant, comme ils le démontrent dans leur bulletin, les membres de *Bénodet Ensemble* cherchent toujours à être constructifs. Comme, par exemple, en essayant de trouver des solutions pour les jeunes. « Les ados de Bénodet n'ont guère que les arrêts de bus pour se retrouver, alors que plusieurs structures d'accueil permettent aux adultes de se rencontrer. »

Partant de ce constat, *Bénodet Ensemble* a proposé de s'inspirer de ce qui existe dans les communes voisines. Et avait même trouvé un site inoccupé qui aurait pu être reconverti. Hélas, entre le moment où l'article était écrit et celui où le journal était imprimé, sans la moindre concertation et sans que les élu.e.s d'opposition aient été informés, ce site inoccupé, l'ancienne maison du gardien du site de Poulpry, avait été purement et simplement rasé.

Ainsi va la vie municipale à Bénodet...

La Manche, espace de coopération

« Plus que jamais nous avons besoin de mener des coopérations entre les deux rives de la Manche et, même après le Brexit, la mer reste un lien et non une barrière entre le Finistère et la côte sud de l'Angleterre. »

Le 26 avril, Frédérique Bonnard Le Floch et plusieurs acteurs socio-économiques finistériens et anglais ont présenté, lors d'une conférence de presse, quelques projets qui montrent bien que la volonté de coopération est très forte entre le département du Finistère et ses partenaires du Kent ou de Cornwall.

« 160 kilomètres, seulement, nous séparent », a rappelé la conseillère départementale en charge des dossiers européens. « Et nous entretenons des relations officielles depuis 1989. »

Le premier programme de coopération porte sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans la production laitière. 40 fermes

finistériennes et 40 fermes de Cornouailles britanniques sont engagées dans cette démarche qui consiste à partager les bonnes pratiques, notamment en passant du soja au colza.

Le projet PPP (*Preventing Plastic Pollution*) vise à comprendre les origines de pollution plastique pour la réduire. Sept sites pilotes ont été identifiés dont les rades de Brest et de Douarnenez. « Ce projet comprend aussi un volet

de sensibilisation du grand public », a précisé Éric Laporte, directeur de *Labocéa*.

Enfin, le projet C.Care est destiné à apporter de nouvelles politiques publiques pour répondre aux enjeux liés à la crise COVID et à préparer l'avenir. « C.Care comporte trois volets », a expliqué Steve Samson, du Kent : « l'insertion sociale, le soutien aux petites entreprises et l'accompagnement des centre-villes ». Pour le Département du Finistère, il se traduit notamment par la formation de travailleurs sociaux sur une alimentation de qualité et l'accès au numérique pour tous et un programme spécial destiné à l'insertion des travailleurs indépendants en situation de RSA.

Dans une économie mondialisée, et surtout en période de pandémie, le repli derrière les frontières n'a pas de sens. C'est au contraire par la coopération et non la concurrence que chacun peut participer à l'émergence de solutions innovantes pour engager les transitions environnementales.

A propos du projet C-Care

Objectif: Répondre ensemble à certains des impacts socio-économiques de la pandémie les deux côtés de la Manche

7 Partenaires: NEWANGLIA, Kent County Council, Finistère, CCSI, PAS-DE-CALAIS, Norfolk County Council, PLYMOUTH

Budget: 6,7 MEUR (FEDER)
Calendrier: avril 2021 – mars 2023

Projet financé par le Programme Interreg « France (Manche) Angleterre » et le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).

Une coopération transmanche pour surmonter la crise

Agenda

20 et 27 juin
Élections
départementales et
régionales.

27, 28 et 29 août
Rendez-vous de rentrée
à Blois.

Retrouvez-nous sur

 Facebook
PS.Finistere
 et Twitter
@fedes_PS29

Cap Finistère

Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1353 - Vendredi 30 avril 2021
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Tarifs pour l'année

Adhérents : 25 euros (papier) ;

20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;

35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFP



La marque Macron

Raphaël Llorca

Dans « **La marque Macron** » (éditions de l'Aube), sous-titrée « **Désillusions du Neutre** », Raphaël Llorca, doctorant en philosophie du langage et expert associé à la **Fondation Jean-Jaurès**, revient sur les origines du macronisme en étudiant son récit, ses valeurs et son esthétique.



provoque une vraie déconnexion entre le symbolique et le réel.

Cap Finistère : Si Macron est une marque, qui sont ses soutiens ? Des fans ? Des VRP ?

Raphaël Llorca : C'est en effet la question du rôle et de la fonction du parti qui est posée. Historiquement, les candidates et les candidats étaient issus de formations politiques. Emmanuel Macron inverse cette logique puisqu'avec lui, c'est le parti qui procède du candidat au point d'en partager les initiales.

Mais ça pose aussi la question de l'inscription dans le temps. Dans les années 70, certains se demandaient s'il pouvait y avoir un gaullisme sans de Gaulle. La puissance du corpus doctrinal et des valeurs ont permis au gaullisme de perdurer même de nombreuses années après la disparition du général.

Mais qu'est-ce que le macronisme sans Macron ? On voit bien qu'Édouard Philippe tente de se placer en recours éventuel, mais ça serait pour incarner une version de centre-droit, pas le macronisme originel de 2016/2017.

La puissance des partis repose sur des militants qui s'inscrivent dans l'histoire, qui partagent une certaine vision du monde. On ne retrouve pas cette dimension à LREM. Pour ses cinq ans d'existence, le mouvement a lancé la plateforme pourunecause.fr qui permet à chacun de proposer et de soutenir une cause qui lui tient à cœur, au risque qu'elles s'opposent. On a donc affaire à des individus, plus ou moins reliés entre eux, mais qui ne partagent pas une vision du monde et qui peuvent s'engager pour quelque temps avant de passer à autre chose. Cette dépolitisation correspond cependant à un mouvement de fond annoncé par le sociologue Gilles Lipovetsky qui disait que « la politique est sortie de l'affirmation identitaire de l'individu », depuis au moins 40 ans. Il n'est pas certain que ce mouvement, créé en 2016, pour accompagner l'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron, soit encore le bon outil pour une deuxième candidature en 2022.

Cap Finistère : Comment avez-vous eu l'intuition qu'il fallait, pour comprendre le macronisme, raisonner en termes de marque ?

Raphaël Llorca : Il y a en fait deux raisons. La première, c'est que les stratèges macroniens eux-mêmes ont adopté cette posture. Adrien Taquet, secrétaire d'État à l'Enfance aujourd'hui, mais qui était à la manœuvre à l'époque, l'a d'ailleurs ouvertement reconnu. Après avoir travaillé dans la publicité, en particulier dans l'agence Jésus et Gabriel, il a participé au lancement de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron et s'est immédiatement retrouvé devant un triple défi : comment remporter, en quelques mois, une élection présidentielle sans parti, sans troupes, sans expérience ? Ils ont donc dû, en un très court laps de temps, créer à la fois une dynamique et de la cohésion en créant une marque.

La deuxième raison tient au rapport qu'Emmanuel Macron lui-même entretient avec les symboles du pouvoir. Dès 2015, dans une interview accordée à Éric Fottorino dans le magazine *Le Un*, il montre qu'il a une réflexion très pointue sur ce que représente le pouvoir en termes de signes et de symboles et revient sur le rapport que les Français entretiennent avec leurs dirigeants depuis la décapitation de Louis XVI.

Lorsque je parle de marque, ce n'est pas en référence au marketing politique mais au sens sémiologique, c'est-à-dire ce qui donne du sens. Une marque représente tout à la fois des valeurs, un récit et une esthétique. Tout symbole est lié à un récit et à un système de valeurs.

Cap Finistère : À vous lire, la marque Macron est extrêmement performante dans la conquête du pouvoir, mais beaucoup moins dans son exercice.

Raphaël Llorca : Oui, la marque doit, en théorie, donner de la cohérence et du sens. Mais le système s'est rapidement dérégulé. Pour répondre à Donald Trump, Emmanuel Macron détourne son slogan et annonce « Make Our Planet Great Again ». Mais la réalité s'impose et quelques mois après, Nicolas Hulot démissionne, ce qui